



Le Puy en Velay, le 22 janvier 2024,

DÉCLARATION PRÉALABLE

Monsieur le Président,

Le CSAL convoqué ce jour à 14h porte sur le volet emplois du PLF 2024 en Haute-Loire.

Il y a des traditions dont on se passerait bien. Le nouveau plan social que vous nous soumettez, prévoit, pas moins de 5 suppressions d'emplois qui ne manqueront encore pas d'impacter lourdement le fonctionnement des services et les conditions de travail des agents. Elles préfigurent également du repli de certaines missions et de l'abandon du service public en tant que tel.

Pour rappel :

- - 1B au SIE Départemental
- - 1B au SPFE départemental
- - 1C au SGC de Langeac
- - 1C au SGC de Brioude
- - 1B au SGC de Monistrol
- - 1B à la Trésorerie Hospitalière
- + 1A en Direction (SFDL)

Sur le terrain, au quotidien, les agents de la DGFIP sont confrontés aux besoins de la population et des partenaires locaux, demande qui est de plus en plus forte et exigeante.

Dans le même temps, les orientations visant à réfléchir au niveau de l'intelligence artificielle, des enjeux et surtout du transfert de certaines de nos missions au privé ne peuvent nourrir que les plus vives inquiétudes quant à l'avenir de la DGFIP.

L'exemplarité sans limite de la DGFIP et de ses agents n'a que trop duré.

Et que dire sur le règlement intérieur type qui nous est imposé sans aucune modification possible et ce, un an après l'installation des instances. Cela est tout simplement insoutenable pour un dialogue social de qualité.

Monsieur le Président, en boycottant ce CSAL, nous exprimons aujourd'hui le ras-le-bol des personnels qui n'en peuvent plus d'être considérés comme des variables d'ajustement budgétaires.

Les élus FO DGFIP 43 revendiquent et exigent l'abrogation de ce plan mais surtout des créations immédiates de postes de titulaires dans les services des Finances Publiques autiligériens.

Les élus **FO DGFIP 43**